
Le gouvernement du Canada abandonne les fabricants de produits laitiers québécois et canadiens. Il laisse ces entreprises à elles-mêmes.

St-Lambert, le 21 mars 2019 - Malgré les impacts négatifs significatifs de l'AECG et du PTPGP sur le secteur de la fabrication de produits laitiers au Canada, qui se chiffrent en milliards de dollars, le dernier budget fédéral ne prévoit aucune disposition pour aider les fabricants de produits laitiers du Québec et du Canada à faire face à l'accroissement substantiel des importations de produits laitiers concédé par le Canada dans ces accords.

Il n'y a pas un sou dans ce budget pour aider les entreprises à être plus compétitives, ni pour les supporter dans le développement d'innovations et encore moins pour les soutenir dans le développement de nouveaux marchés, pour compenser ceux concédés aux partenaires commerciaux du Canada de ces ententes de libre-échange.

Cette absence d'engagement du gouvernement fédéral envers les fabricants de produits laitiers laisse ces derniers dans l'incertitude et l'insécurité, particulièrement chez les PME. Le gouvernement met ainsi à risque la pérennité des entreprises et le maintien des emplois dans le secteur laitier. Rien pour apaiser la morosité des entrepreneurs laitiers face à l'avenir.

Pourtant, à la demande du Ministre MacAuley, le Conseil et ses représentants se sont impliqués dans le Groupe de travail formé par le ministre pour évaluer les impacts des dernières ententes libre-échange entre le Canada et ses partenaires commerciaux, sur le secteur laitier. Les représentants des associations de transformateurs ont travaillé en collaboration avec les hauts fonctionnaires d'AAC et d'AMC pour évaluer et chiffrer ces impacts. Le groupe de travail a produit et déposé au ministre, un rapport sur leur ampleur et sur les moyens de soutenir le secteur de la transformation laitière canadienne. Le gouvernement est donc au fait de l'ampleur des conséquences négatives de ces ententes de libre-échange sur les transformateurs laitiers canadiens et des besoins exprimés par ces entreprises pour faire face aux conséquences de ces ententes. Malgré tout, le gouvernement semble avoir décidé d'ignorer ce travail et de ne pas y donner suite. Le Conseil s'interroge sur l'utilité des énergies et ressources qu'il a investies dans cet exercice et sur le sérieux de la démarche alors proposée par le Ministre MacAuley.

Il y a plus de 470 fabricants de produits laitiers au Canada. Ils contribuent pour plus de 18 milliards de dollars au PIB du pays. Ces entreprises créent plus de 23 000 emplois au pays. Ces emplois sont principalement situés en régions et font vivre des milliers de familles dans ces milieux. Ces fabricants assurent aux consommateurs une variété de produits laitiers nutritifs et produits selon les plus hauts standards de qualité au monde. Ces produits laitiers contribuent au bien-être de la population canadienne et à la culture gastronomique du pays. Malgré ces bénéfices, le gouvernement canadien décide d'abandonner le secteur face à la compétition étrangère inégale. Le Conseil des industriels laitiers du Québec ne comprend pas et accepte difficilement ce désengagement de l'État envers un de ses secteurs alimentaires les plus importants et renommés.

-30-

Pour de plus amples informations :

Charles Langlois

Président directeur général

Conseil des industriels laitiers du Québec

Charles.langlois@cilq.ca

(450) 486-7331

À propos du Conseil des industriels laitiers du Québec

Le Conseil des industriels laitiers du Québec est une association que regroupe l'ensemble des transformateurs laitiers privés du Québec. La mission du Conseil est de contribuer au développement économique, social et professionnel de l'ensemble de ses membres, dans le respect de l'équité et d'un développement dynamique et structuré de l'industrie québécoise. Le Conseil compte quelques 90 entreprises laitières membres et une cinquantaine d'entreprises fournisseurs de services aux membres.